

**1<sup>er</sup> Mai 2015**

**André FREDERIC, Député fédéral**

Très chers Camarades,

Il me revient le privilège de clôturer ce meeting, dans ce merveilleux cadre de la Cour Fisher où nous nous trouvons confrontés directement ce midi à trois symboliques.

D'abord bien évidemment, celle de la Fête du travail et je vais y revenir.

Mais nous nous trouvons à quelques mètres de ce qui devrait être un projet fédérateur et économiquement porteur pour la ville phare de l'arrondissement, le fameux projet de centre commercial dont je ne suis pas sûr malheureusement qu'il verra le jour. En tout cas, j'attends de voir comment les nouveaux maîtres de la Ville, « le psychologue » et « le moulin à vent », vont faire progresser ce dossier. Il me reste comme un doute...

A moins que nous ne bénéficions d'un deuxième symbole important pour la ville de Verviers, le symbole de la Vierge Noire qui trône toujours ici, sur l'église Notre-Dame, et pour laquelle les Verviétois ont confirmé un miracle lors du tremblement de terre du 18 septembre 1692. La position de la Vierge et de l'enfant avait changé... ! Comme quoi, si déjà un miracle s'est produit à Verviers, un autre est possible !

Pour revenir plus sérieusement à la symbolique qui nous rassemble aujourd'hui, je voudrais rappeler que nous commémorons la grève sanglante du 3 mai 1886 aux usines McCormick, à Chicago, pour l'instauration de la journée de huit heures, et le meeting de protestation qui s'ensuivit le lendemain à Haymarket au cours duquel une bombe tua huit policiers. Huit anarchistes furent arrêtés, quatre furent pendus, malgré les pétitions et protestations innombrables venues du monde entier, le 11 novembre 1887, avant d'être innocentés et réhabilités publiquement en 1893. Les martyrs de Chicago vont faire du 1er Mai un symbole de la lutte des classes et de l'identité du monde ouvrier à partir du Congrès socialiste international de Paris de 1889.

Ce fût le point de départ de notre histoire du socialisme avec ses conquêtes et ses acquis sociaux : le droit de grève, l'index, les congés payés, les pensions, la sécurité sociale,... Bref, tous ces acquis que la droite au gouvernement aujourd'hui tente de détricoter.

Et je vais m'en expliquer.

Mais je me dois d'abord de jeter un regard sur l'année écoulée.

Au soir du 25 mai, lors du scrutin, avec les camarades du SPa, les socialistes à la Chambre représentaient la première famille politique du pays, le PS demeurait avec ses 23 députés, le premier parti francophone de l'hémicycle.

Le MR n'a pas voulu tenir compte de cette situation et a préféré courir seul dans les bras de De Wever et vendre ainsi les francophones à la Flandre.

Un électeur francophone sur quatre est donc représenté dans cette majorité inédite où les Flamands, en particulier la N-VA, trustent les fonctions stratégiques : les Finances, la Sécurité, la Défense, la Fonction publique....

Et le constat aujourd'hui est terrible : en à peine 6 mois, non seulement, les attaques contre notre modèle social se sont multipliées en ignorant la concertation mais aussi des mesures injustes et inefficaces ont été approuvées. Il y a peine une semaine, la Chambre a adopté par 77 voix contre 55 le saut d'index. Aucun parti de la majorité, je dis bien aucun parti de la majorité, n'avait même annoncé cela dans son programme. Chastel disait même, quelques jours avant les élections, « jamais, nous ne toucherons l'index » et il montrait à Elio Di Rupo, dans un débat télévisé, la page de son programme qui le confirmait.

Ce saut d'index est le premier pas de la politique des Pinocchio mais surtout une remise en cause fondamentale de l'un de nos fleurons, celui qui, depuis 100 ans, permet, particulièrement aux plus démunis mais aussi à la classe moyenne, de faire progresser les salaires en même temps que n'évoluent les coûts de la vie.

L'approbation de ce saut d'index a même suscité de vifs applaudissements sur les bancs de la majorité MR - N-VA, j'ai trouvé cette attitude tout à fait déplorable. Doit-on en effet se réjouir de la perte de 400 euros par an pour un salaire moyen, doit-on vraiment applaudir et

se réjouir de la perte moyenne de 25.000 euros sur une carrière ? Cette mesure affaiblit considérablement le pouvoir d'achat mais permet aussi de transférer 2 milliards d'euros des travailleurs vers les patrons sans obligation de créer de l'emploi.

Et je continue à affirmer aux Pinocchio que le saut d'index n'est pas socialement corrigé, qu'il n'est pas compensé par l'enveloppe bien-être, qu'il n'est pas nécessaire pour notre compétitivité. Le saut d'index est purement et simplement une perte sèche pour le portefeuille des travailleurs et des allocataires sociaux.

Autre grand dossier d'actualité, la réforme des pensions. Et là aussi, les Pinocchio ont encore frappé. Quelques jours avant le scrutin, Bacquelaine disait, sur un plateau de télévision, « jamais nous nous toucherons à l'âge de la pension ». Il n'aura fallu que quelques semaines pour décider que oui, il fallait travailler plus longtemps, jusque 66 ans en 2025, jusque 67 en 2030. Le Ministre se justifie en disant qu'il fallait du courage pour réformer.

C'est du courage d'obliger une institutrice de 64 ans à s'occuper d'une classe de 30 élèves ?

C'est du courage de demander à un ouvrier de la construction de monter sur un toit au-delà de 60 ans ?

Travailler plus longtemps pour gagner moins, sans créer de l'emploi, en particulier pour les jeunes, c'est cela la vision de l'avenir du Gouvernement MR – N-VA. Ce n'est pas simplement une vision mais c'est devenu une réalité par le vote d'un texte la semaine dernière à la Chambre, texte qu'ils ont osé appeler « Promotion de l'emploi » et qui contient, entre autres joyeusetés, la suppression du bonus pension, la mesure qui incitait à travailler plus longtemps pour augmenter sa pension mais aussi la suppression des années d'études pour le calcul de la pension.

Et à mon avis, ce n'est pas fini puisque le Conseil des Ministres a approuvé la pension légale à 67 ans, le durcissement de la pension anticipée et l'âge de l'accès à la pension de survie.

Et pendant ce temps-là, les Pinocchio laissent dormir paisiblement les plus fortunés et les plus fraudeurs.

Un exemple concret ? Sous le gouvernement à participation socialiste, nous avons fait contribuer les revenus du capital à hauteur de 7 milliards. Aujourd'hui, sous ce gouvernement MR - N-VA, ces mêmes revenus du capital et la lutte contre la fraude fiscale prévoient d'engranger 350 millions, soit 20 fois moins.

Le PS a déposé deux propositions de loi : l'impôt sur les grosses fortunes et la taxation des plus-values boursières mais je doute que nous trouvions une majorité au Parlement pour soutenir ces initiatives.

Mes Chers Camarades,

Je ne voudrais pas que vous ayez le sentiment que j'essaye de ternir la fête mais vous comprendrez que face aux attaques que nous subissons, il m'est particulièrement difficile de flirter avec l'euphorie. Et le pire est à venir !

En matière de chômage par exemple. Ah je sais que nous devons rougir des couleuvres que nous avons été obligés d'avalier sous la législature précédente. Je ne suis pas fier, nous ne sommes pas fiers de la limitation de l'allocation d'insertion dans le temps que nous avons votée. On constate aujourd'hui les drames humains. Et, dans ce dossier, je tiens à remercier fraternellement les camarades de la FGTB de Verviers qui ont été les fers de lance pour combattre cette loi détestable et qui, pour la corriger, nous soutiennent dans notre combat parlementaire.

Mais le vrai patron de ce gouvernement, le Bourgmestre d'Anvers, l'a dit sans ambiguïté en début de semaine sur Bel RTL. Il a dit : « nous allons poursuivre la réduction des dépenses publiques ». Et à la question de savoir comment, il a été très clair : « il reste des marges appréciables dans la sécurité sociale ». Ça veut dire quoi pour demain ?

Ça veut dire : demain, la limitation des allocations de chômage dans le temps.

Ça veut dire : demain, l'augmentation du coût des soins de santé.

Ça veut dire : demain, la réduction des allocations sociales.

Mais cela veut dire aussi la fin du paiement des allocations de chômage par les organisations syndicales.

Quand le gouvernement MR – N-VA aura fini de s'attaquer à nos acquis sociaux, il poursuivra sa tâche en s'attaquant aux défenseurs des travailleurs et des allocataires sociaux, les syndicats et les mutualités.

Mes chers Camarades, ce 1<sup>er</sup> Mai doit être un jour de lutte, un jour de prise de conscience des attaques dont nous sommes victimes.

J'ai peur !

J'ai peur pour les plus fragiles de nos concitoyens.

J'ai peur pour la classe moyenne.

J'ai peur pour les petits indépendants.

J'ai peur pour les jeunes parce que je me demande quelle société égoïste et individualiste ils sont en train de leur préparer.

De Wever a fait, la semaine dernière, de la communication : il est passé du V de Verandering – le changement – à la main ouverte, je ne sais pas ce qu'il compte faire de cette main ouverte mais je pense que nous devons, plus que jamais, nous en méfier.

Nous, chers Camarades, nous ne changeons pas notre symbolique gestuelle en fonction de nos stratégies.

Nous, en toute circonstance, nous garderons la tête haute et le poing gauche levé, symbole né au milieu des années '30 pour s'opposer aux bras tendus des fascistes.

Poing levé, Camarades, nous combattons,

Poing levé, Camarades, nous résisterons.

Vive le 1<sup>er</sup> Mai,

Vive le Parti Socialiste !